

# Nations Unies ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DIX-SEPTIÈME SESSION

Documents officiels



DEUXIÈME COMMISSION, 802<sup>e</sup>  
SÉANCE

Mercredi 10 octobre 1962,  
à 15 h 10

NEW YORK

## SOMMAIRE

Points 12, 34, 35, 36, 37, 39 et 84 de l'ordre  
du jour:

Rapport du Conseil économique et social  
(chap. I à III, V et VI) [suite]

Décennie des Nations Unies pour le dévelop-  
pement: rapport du Secrétaire général (suite)

Développement économique des pays sous-  
développés (suite):

a) Accélération du courant des capitaux et de  
l'assistance technique vers les pays en  
voie de développement: rapport du Secré-  
taire général;

b) Création d'un fonds d'équipement des Na-  
tions Unies: rapport du Comité constitué  
aux termes de la résolution 1521 (XV) de  
l'Assemblée générale;

c) Développement industriel et action des  
organes des Nations Unies dans le domaine  
de l'industrialisation;

d) Projections à long terme des tendances  
de l'économie mondiale: rapport d'acti-  
vité établi par le Secrétaire général;

e) Réforme agraire: rapport du Secrétaire  
général;

f) Décentralisation des activités de l'Orga-  
nisation des Nations Unies dans les do-  
maines économique et social et renfor-  
cement des commissions économiques  
régionales

Question de la convocation d'une conférence  
internationale chargée d'examiner les pro-  
blèmes du commerce (suite)

Mesures internationales destinées à compen-  
ser les effets des fluctuations des prix des  
produits de base (suite)

Souveraineté permanente sur les ressources  
naturelles (suite)

Déclaration du Caire des pays en voie de  
développement (suite)

Discussion générale (suite) ..... 35

Président: M. Bohdan LEWANDOWSKI  
(Pologne).

## POINTS 12, 34, 35, 36, 37, 39 ET 84 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Conseil économique et social (chap. I à III, V  
et VI) [A/ 5203] (suite)

Décennie des Nations Unies pour le développement: rap-  
port du Secrétaire général (A/ 5194, E/ 3613, E/ 3613/  
Add.1, E/ 3613/ Add.2 et 3, E/ 3658, E/ 3664, E/ 3674)  
[suite]

Développement économique des pays sous-développés (A/  
5220) [suite]:

a) Accélération du courant des capitaux et de l'assistance  
technique vers les pays en voie de développement: rap-  
port du Secrétaire général (A/ 5195);

b) Création d'un fonds d'équipement des Nations Unies:  
rapport du Comité constitué aux termes de la résolution  
1521 (XV) de l'Assemblée générale (E/ 3654);

c) Développement industriel et action des organes des  
Nations Unies dans le domaine de l'industrialisation  
(E/ 3600/ Rev.1, E/ 3656, E/ 3656/ Add.1);

d) Projections à long terme des tendances de l'économie  
mondiale: rapport d'activité établi par le Secrétaire géné-  
ral (E/ 3628, E/ 3629, E/ 3661, E/ 3668);

e) Réforme agraire: rapport du Secrétaire général (E/ 3603);

f) Décentralisation des activités de l'Organisation des  
Nations Unies dans les domaines économique et social  
et renforcement des commissions économiques régionales  
(A/ 5196, E/ 3643)

Question de la convocation d'une conférence internationale  
chargée d'examiner les problèmes du commerce (A/ 5221,  
A/ C.2/ L.645, E/ 3631 et Add.1 à 4) [suite]

Mesures internationales destinées à compenser les effets  
des fluctuations des prix des produits de base (A/ 5221,  
E/ 3447, E/ 3644, E/ CN.13/ 43, E/ CN.13/ 45) [suite]

Souveraineté permanente sur les ressources naturelles  
(A/ 4905, A/ 5060, A/ 5225, A/ AC.97/ 5/ Rev.2, E/ 3511,  
E/ L.914, E/ L.915, E/ L.918, E/ L.919, E/ SR.1177 à 1179,  
E/ SR.1181) [suite]

Déclaration du Caire des pays en voie de développement  
(A/ 5162) [suite]

## DISCUSSION GÉNÉRALE (suite)

1. M. AYARI (Tunisie) décrit les efforts déployés  
par l'Algérie, le Maroc et la Tunisie en vue de créer  
une économie nord-africaine unie, harmonieuse et  
prospère. L'intégration économique de ces pays est  
un acte de foi et une longue et laborieuse entreprise  
qui suppose la coopération des nations riches et l'aide  
des organisations internationales et régionales.

2. Dans le secteur industriel, l'évolution de ces trois  
pays est encourageante. En Algérie, des progrès  
considérables ont été réalisés dans la consommation  
et la production d'énergie, la production de pétrole  
brut, les industries extractives et les industries chi-  
miques. Au Maroc, le développement industriel s'est  
ralenti depuis 1956, mais la consommation d'énergie  
s'est sensiblement accrue et les industries extrac-  
tives sont en plein essor. En Tunisie, l'industria-  
lisation se poursuit à un rythme accéléré depuis 1956.  
Les industries extractives ont accusé un léger recul  
depuis 1958, mais les autres branches du secteur

industriel se développent rapidement. La production s'est accrue de 50 p. 100 entre 1957 et 1960, et sa valeur est passée de 200 000 à 300 000 dollars. Cette évolution, jointe aux ressources en énergie et en matières premières, à l'existence d'une bonne infrastructure, à la situation géographique des trois pays et à l'abondance de la main-d'œuvre, montre clairement les possibilités de croissance industrielle de l'Algérie, du Maroc et de la Tunisie.

3. Les trois pays doivent maintenant procéder à un inventaire plus systématique des ressources de l'Afrique du Nord. Ils doivent évaluer les possibilités d'intégration industrielle à l'échelon des projets individuels, des secteurs ou des plans de développement. Ils doivent remanier les projets industriels conçus au niveau strictement national de manière à les inscrire dans le cadre d'une politique d'intégration régionale. Ils doivent entreprendre immédiatement des consultations suivies portant sur les problèmes particuliers et généraux du développement. La création d'un bureau d'études économiques pour les trois pays, qui serait situé à Alger, à Rabat ou à Tunis, est un projet qui mérite d'être étudié par l'UNESCO ou par le Fonds spécial.

4. Les perspectives d'intégration industrielle en Afrique du Nord risquent cependant d'être gravement compromises par un certain nombre de facteurs de déséquilibre. En premier lieu, la production agricole des trois pays a été déficitaire plutôt qu'excédentaire au cours des cinq dernières années. La hausse des prix des denrées alimentaires qui en a résulté et qui ne s'est pas accompagnée d'un relèvement des salaires a provoqué une baisse continue des revenus réels et des niveaux de vie. Les insuffisances de la production agricole ont forcément entraîné une augmentation des importations de denrées alimentaires et ont aggravé la situation de la balance des paiements. Heureusement, la Tunisie et le Maroc ont bénéficié, de la part des Etats-Unis, d'une distribution généreuse d'excédents de produits agricoles au titre de la loi 480 sur l'aide aux pays étrangers.

5. On peut remédier à cette situation en améliorant les conditions de la production agricole. Cependant, la réforme agraire ne consiste pas simplement à redistribuer les terres sur une base plus équitable; elle doit aussi et surtout augmenter la productivité. Le problème fondamental est celui de l'équipement agricole. Les faibles rendements de l'agriculture nord-africaine sont dus essentiellement à l'insuffisance des investissements. Les achats de machines agricoles à l'Europe ou aux Etats-Unis, réglés en monnaies fortes, grèvent lourdement la balance des paiements des pays nord-africains. En attendant que l'Algérie, le Maroc et la Tunisie soient en mesure de fabriquer leurs propres machines agricoles, on pourrait résoudre ce problème à l'échelon mondial en créant un fonds international de surplus de biens d'équipement agricoles au profit des pays sous-développés. C'est là un projet qui mérite d'être étudié par les organismes compétents de l'ONU. Au nombre des autres problèmes qui doivent retenir l'attention figurent le développement de projets pilotes agricoles, la fourniture d'engrais et la formation de cadres agricoles. La FAO et le Fonds spécial ont un rôle important à jouer dans tous ces domaines. La Tunisie a accueilli avec satisfaction l'institution d'un Programme alimentaire mondial en tant que mesure d'urgence destinée à compenser les insuffisances des récoltes. Mais elle formule des réserves en ce qui

concerne l'utilisation de ce programme en tant qu'institution permanente de distribution d'excédents agricoles à long terme.

6. Une autre difficulté à laquelle se heurtent les pays d'Afrique du Nord est le chômage. Malgré son développement, le secteur industriel n'est pas encore en mesure d'absorber l'accroissement continu de la main-d'œuvre. Etant donné le caractère imprécis des statistiques du chômage en Afrique du Nord, comme dans beaucoup d'autres pays d'Afrique et d'Asie, l'OIT doit, avec l'aide des gouvernements et des organismes nationaux, poursuivre ses recherches sur les techniques d'évaluation du chômage afin de fournir des données exactes aux planificateurs. Certes, d'utiles expériences ont été faites, notamment en Tunisie et au Maroc, en ce qui concerne la mobilisation massive de la main-d'œuvre dans le cadre de programmes agricoles et de projets d'infrastructure. C'est ainsi qu'au Maroc le nombre d'emplois créés du 1er juin au 1er octobre 1961 représente un peu plus de 7 p. 100 du volume du chômage rural. En Tunisie, le nombre d'emplois créés depuis novembre 1959 se situe entre 40 et 50 p. 100 de l'effectif total des chômeurs. Cependant, dans la mesure où ces programmes sont conçus et réalisés en dehors d'un programme d'emploi à long terme, ils ne peuvent avoir qu'une efficacité limitée. Il ne s'agit pas simplement de créer un nombre spectaculaire d'emplois; il faut encore inciter les travailleurs à développer leurs aptitudes afin de pouvoir mieux contribuer au développement économique.

7. La situation de la balance des paiements des pays nord-africains au cours des deux dernières années est inquiétante. Au Maroc, le déficit global de la balance des paiements est passé de 6 millions de dollars en 1960 à plus de 20 millions de dollars en 1961. En Tunisie, si la situation d'ensemble de la balance des paiements est satisfaisante, le compte des transactions courantes accuse un déficit alarmant. Les moyens de paiement dont disposent les banques centrales en vue du règlement du solde des transactions extérieures sont très insuffisants. En Tunisie, ces moyens de paiement, et plus particulièrement les réserves totales, restent nettement inférieurs aux besoins qu'implique le financement du commerce extérieur. Il en est de même pour le Maroc. Ni les transferts privés, ni les mouvements de capitaux privés, ni le volume des réserves de change accumulées n'assurent les moyens de financement nécessaires pour combler le déficit cumulatif des balances commerciales des pays d'Afrique du Nord.

8. Par ailleurs, l'établissement d'un équilibre de la balance des paiements grâce à l'aide publique extérieure ou par des moyens de trésorerie nationale finit par devenir malsain et coûteux et tend à accroître les risques d'inflation, compromettant ainsi le développement économique. Dès lors, l'objectif immédiat est l'amélioration des termes de l'échange, c'est-à-dire l'accroissement en volume et en valeur des exportations, mais cela ne peut s'accomplir ni dans le cadre d'un bilatéralisme instable et coûteux, ni dans le cadre d'une association sans nuance avec des groupements de pays européens, ni dans le cadre d'une politique isolationniste et méfiante à l'égard de l'Europe. En fait, peu d'options s'offrent aux pays d'Afrique du Nord. L'intégration économique de l'Europe occidentale ne s'accommode plus du bilatéralisme; elle impose de plus en plus lourdement la masse des pays tiers. Le Traité instituant la Communauté économique européenne a substitué aux sim-

ples accords de paiements qui étaient à la base de l'Organisation de coopération et de développement économiques et de l'Union européenne de paiements un processus d'intégration qui déséquilibre gravement les structures des échanges existant en Europe et dans le reste du monde.

9. Quatre années de succès et de discrimination de la Communauté ont fini par provoquer une espèce de panique dans le reste de l'Europe, en Asie, en Afrique et en Amérique. Cela a conduit le Royaume-Uni, la Grèce et l'Espagne à rechercher l'intégration et une partie des pays africains à demander l'association. Pendant ce temps, les autres pays qui ne recherchent ni l'intégration ni l'association essaient désespérément d'assurer à leurs exportations des marchés européens suffisamment ouverts et stables. Le GATT, le FMI, l'ONU et ses institutions spécialisées étudient des mécanismes de compensation et de stabilisation des cours de matières premières. Il faut espérer que leurs efforts se poursuivront.

10. Ces problèmes rendent urgente la convocation de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Il faut se féliciter de la décision que le Conseil économique et social a prise en ce sens dans sa résolution 917 (XXXIV). Toutefois, il convient d'étudier soigneusement l'organisation de cette conférence. La délégation tunisienne propose que la Conférence ait trois comités: le premier s'occuperait des questions économiques générales; le deuxième étudierait les mécanismes internationaux de compensation et de stabilisation des cours des produits de base en s'attachant plus spécialement à la conclusion d'accords commerciaux internationaux et à l'établissement d'un fonds d'assurance du développement; le troisième traiterait des effets des groupements économiques sur le commerce des pays tiers et des politiques que doivent suivre ces groupements en vue d'une réduction de leurs discriminations tarifaires. La composition du Comité préparatoire devrait être élargie et l'Assemblée devrait donner des directives générales au Comité. Il serait raisonnable d'attendre encore un certain temps pour convoquer le Comité préparatoire, et la Conférence elle-même ne devrait pas se réunir avant le milieu ou la fin de 1963.

11. M. BOLT (Nouvelle-Zélande) dit que, malheureusement, l'invitation faite à la Nouvelle-Zélande de participer à la Conférence sur les problèmes de développement économique qui s'est tenue au Caire a été reçue trop tard pour être examinée dans le détail et que son gouvernement, bien que sensible à cet honneur et heureux de voir ainsi la Nouvelle-Zélande publiquement reconnue comme un pays en voie de développement, n'a donc pas pu l'accepter.

12. Bien que le revenu par habitant n'y soit pas faible et qu'elle ne connaisse pas la pénurie de logement, la pauvreté ou la sous-alimentation, la Nouvelle-Zélande est en droit de se considérer comme un pays en voie de développement. Elle est loin des marchés mondiaux et pauvre en ressources naturelles; toutefois, grâce à de persévérants efforts et à une structure sociale stable et démocratique, elle a prospéré et ses richesses sont équitablement réparties. Jusqu'à présent, ses produits ont eu accès, sans aucune restriction, à un grand marché industriel, celui du Royaume-Uni; le fait que cet accès soit aujourd'hui menacé fait ressortir clairement la vulnérabilité de l'économie néo-zélandaise.

13. La Nouvelle-Zélande qui doit faire face à presque tous les problèmes mentionnés dans la Déclaration du Caire des pays en voie de développement (A/5162), se trouve dans une situation très proche de celle des autres pays en voie de développement. Elle voit avec satisfaction dans la Déclaration un texte équilibré, modéré et pratique, dont les auteurs ont formulé leurs problèmes communs en termes économiques objectifs et ont témoigné de leur foi dans l'ONU en tant qu'instrument de réforme et de développement économiques. Ce qui est particulièrement frappant dans la Déclaration, c'est l'importance qu'elle a donnée aux efforts que les pays en voie de développement peuvent et doivent faire pour leur propre progrès. Ceci suggère l'existence d'un cadre permettant de passer en revue les efforts entrepris en commun pour réaliser les objectifs de la Décennie des Nations Unies pour le développement. Si l'on se reporte aux débats du Conseil économique et social, on voit aisément ce qu'il faut faire, mais il est difficile d'arrêter la méthode à suivre, car jamais dans l'histoire les nations du monde entier ne se sont fixé un but commun d'une telle ampleur. Il faudra beaucoup d'expérience pratique, de bonne volonté et de détermination pour trouver les techniques nécessaires.

14. Il y aurait peut-être intérêt, lorsqu'on s'attaque aux multiples problèmes qui se posent aux pays en voie de développement, à toujours considérer les objectifs de la Décennie des Nations Unies pour le développement comme une tâche assignée à trois parties — les pays en voie de développement, les pays industriellement avancés et l'ONU —, qui doivent travailler de concert, bien qu'elles aient chacune une fonction différente. A cet égard, la résolution 916 (XXXIV) du Conseil économique et social sur la Décennie n'a pas précisé, dans certains cas, à qui incomberait la responsabilité d'agir, et elle a parfois donné l'impression que l'ONU elle-même mènerait une action indépendante. Or, il vaut la peine de le rappeler, le Secrétaire général a bien indiqué dans son étude sur les mesures proposées (E/3613) que cela n'était pas possible, spécifiant que chaque pays devait fixer ses objectifs particuliers, ainsi que les conditions et les possibilités de son développement, de préférence dans le cadre d'un plan de développement d'ensemble, et que les besoins globaux qu'implique la réalisation de ces objectifs ne pourraient être évalués qu'au cours de la seconde étape, lorsqu'on aurait examiné les plans nationaux de développement et que l'entente se serait faite à ce sujet.

15. Il sera plus facile à l'ONU d'apprécier les progrès accomplis si l'on sait à qui incombe la responsabilité d'agir. Comme toutes les nations participant à la Décennie sont souveraines et indépendantes, l'ONU ne peut guère organiser un "quartier général" pour diriger les efforts de la communauté internationale; elle peut toutefois recommander des objectifs, enregistrer les efforts accomplis pour les atteindre et noter, comparer et publier les résultats. Il faut espérer que les nations tireront elles-mêmes les conclusions qui s'imposent.

16. La délégation néo-zélandaise appuie sans réserve la suggestion, faite par le Sous-Secrétaire aux affaires économiques et sociales [795ème séance], de mettre au point des méthodes pour l'analyse critique des réalisations de la communauté internationale en rapport avec les buts généraux et particuliers du développement économique. Cette idée extrêmement utile et pratique se rattache à deux autres notions qui ont récemment retenu l'attention: d'abord, l'utilité et

la nécessité d'évaluer les résultats de l'assistance technique de façon à en faire un instrument de développement toujours plus efficace et, ensuite, l'opportunité de coordonner les activités entreprises dans un certain nombre de domaines différents de manière à rendre l'effort total aussi efficace que possible.

17. La Nouvelle-Zélande s'accorde avec les signataires de la Déclaration du Caire pour souligner l'importance du commerce international en tant que principal instrument du développement économique, et elle insiste sur le fait que la recommandation qui figure à l'alinéa a du paragraphe 2 de la résolution 1710 (XVI) de l'Assemblée générale est un appel non pas à la charité, mais bien à l'équité dans les relations commerciales. Lorsque des possibilités d'échange sont négociées par l'octroi de concessions tarifaires sur les produits industriels, elles ne doivent pas être réduites à néant par une série d'obstacles d'un autre ordre. Comme un petit nombre seulement des gouvernements des grandes nations industrielles sont disposés à appliquer au commerce des produits de base les mêmes principes qu'au commerce des produits industriels — et cette attitude, bien qu'elle soit déplorable, ne peut apparemment pas être changée —, il faut examiner d'autres principes susceptibles de régir le commerce des produits de base, tels la réalisation d'un équilibre entre l'offre et la demande en considérant chaque produit séparément et l'établissement de "prix justes" pour les produits de base. La Nouvelle-Zélande est prête à coopérer avec les autres pays pour mettre au point toute proposition constructive à cet égard, mais elle tient à préciser que des propositions du genre de celles qui ont déjà été présentées ne mèneront à aucune solution s'il n'existe pas de possibilités assurées d'accès aux marchés commerciaux, si des dispositions équitables ne sont pas prises en vue du paiement des excédents résultant de l'établissement de prix arbitraires, et si la politique des prix n'est pas de nature à encourager la consommation. Il ne serait d'aucun bénéfice pour les pays exportateurs de produits primaires que les prix soient décuplés s'en même temps leurs débouchés commerciaux se contractent, si la consommation fléchit et s'ils se trouvent avec des excédents qu'ils n'ont pas les moyens de payer.

18. La question des groupements économiques régionaux de pays industrialisés présente pour la Nouvelle-Zélande un intérêt immédiat et vital, étant donné que les modifications intervenues dans la structure des échanges par suite de l'expansion de la Communauté économique européenne pourraient avoir des répercussions désastreuses sur son économie. La Nouvelle-Zélande n'est aucunement hostile aux efforts que déploient des nations situées dans une région géographique donnée pour renverser les barrières économiques car elle reconnaît que les nations ne sont plus de taille à résoudre seules des problèmes économiques qui dépassent les frontières nationales, mais il demeure que les politiques agricoles de la Communauté continuent à l'inquiéter quelque peu. Cependant, le régionalisme économique n'est pas limité à l'Europe occidentale; il se pratique également en Europe orientale. Ce qui compte c'est l'importance et la puissance d'une économie, et non le fait qu'elle soit organisée sur une base régionale. L'association de quelques pays économiquement faibles n'inquiéterait personne; par contre, les politiques économiques de pays économiquement forts, organisées ou non sur une base régionale, peuvent avoir de profondes répercussions sur les pays plus faibles démunis du pouvoir

de marchandage économique nécessaire pour prendre des mesures de rétorsion efficaces. Il s'agit en fait du problème des rapports entre les puissantes économies industrielles qui ont atteint le stade de la croissance auto-entretenu, et les économies plus faibles, en général de production primaire. Le régionalisme économique a peut-être accentué le contraste entre ces deux groupes, mais il ne l'a pas créé.

19. Dans ces conditions, il est regrettable que les attaques soviétiques contre la Communauté obscurcissent la véritable nature du problème. Le protectionnisme agricole est aussi manifeste en URSS que dans de nombreux autres pays industrialisés. Dans la mesure où le monde doit s'attaquer aux problèmes commerciaux auxquels il se heurte, il a plus de chances de réussir si l'Union soviétique reconnaît que la question de l'accès aux marchés et la question connexe des prix l'intéressent tout autant que les pays de la Communauté ou les Etats-Unis. La discrimination en faveur d'un pays peut être pratiquée tout aussi efficacement par les monopoles d'achat d'Etat et au moyen d'accords commerciaux bilatéraux que par l'application de droits de douane ou d'un système de contingentement. C'est ainsi que l'Union soviétique a récemment introduit un double tarif permettant la discrimination douanière.

20. L'inquiétude universelle causée par les tendances actuelles des échanges mondiaux explique amplement que la Conférence du Caire se soit prononcée en faveur d'une conférence économique internationale. La Nouvelle-Zélande a appuyé les mesures prises par le Conseil économique et social à cet égard; elle craignait toutefois alors que, en l'absence d'idées précises sur une conception nouvelle du commerce mondial et d'un changement d'attitude de la part des grands pays du monde, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement ne puisse que labourer un champ stérile. Cette crainte n'a pas été entièrement dissipée. La Nouvelle-Zélande se réjouit toutefois de l'esprit qui anime le Trade Expansion Act of 1962 des Etats-Unis et des déclarations de certains porte-parole de la Communauté économique européenne. Si la Communauté fait l'effort voulu, l'économie mondiale tout entière peut connaître un nouvel essor.

21. Les changements qui interviennent dans les économies autarciques d'Europe orientale permettent aussi d'entrevoir certaines possibilités encourageantes. S'il est exact que les économies planifiées tendent à s'orienter vers des régimes de commerce multilatéral et libéral, ces nouvelles perspectives devront être explorées en temps utile, eu égard au besoin des pays en voie de développement de pouvoir compter sur des débouchés plus vastes.

22. La délégation de Nouvelle-Zélande reconnaît qu'il est indispensable de bien préparer la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, mais elle craint que l'accord sur ce point ne risque d'être purement superficiel. Quelle sera la nature de cette conférence? S'agira-t-il de négociations détaillées portant sur tels ou tels produits, de déclarations générales sur les objectifs souhaitables, ou d'un effort pratique pour esquisser les mesures à prendre pour résoudre de grandes catégories de problèmes? L'essentiel est que la Conférence soit saisie de recommandations pratiques propres à la discussion, c'est-à-dire que le Comité préparatoire lui soumette des idées précises concernant les mesures pratiques à prendre. Pour cela, il est évident que le Comité

préparatoire devra se réunir plusieurs fois avant la Conférence et ces réunions ne seront pas des plus faciles. Enfin, la question se pose de savoir si l'Assemblée générale doit fournir des indications à la Conférence.

23. M. Bolt estime que la Conférence devrait limiter son ordre du jour à quelques questions générales, dont la plus importante est celle de l'accès aux marchés des nations industrialisées et la question connexe des niveaux des prix des produits de base. La seule directive donnée au Comité préparatoire dans la résolution 917 (XXXIV) du Conseil est qu'il doit s'attacher particulièrement aux problèmes des pays en voie de développement; les questions des prix et de l'accès aux marchés sont évidemment d'une importance capitale pour les pays en voie de développement, car les objectifs de la Décennie des Nations Unies pour le développement ne seront pas atteints si elles ne sont pas résolues. De plus, la Déclaration du Caire a mentionné expressément le commerce des produits primaires et les relations économiques entre les pays développés et les pays en voie de développement. Ainsi, la Déclaration du Caire fournit toutes les indications nécessaires quant à la portée et à l'ordre du jour de la Conférence.

24. La délégation néo-zélandaise craint que l'accord ne soit pas encore fait sur ce qu'il convient d'entendre par une préparation suffisante, mais elle appuie néanmoins les mesures proposées dans la résolution du Conseil, qui paraissent raisonnables et reflètent toute une gamme d'opinions. En conséquence, M. Bolt ne voit pas l'objet du projet de résolution récemment déposé par l'Union soviétique (A/C.2/L.645). Rappelant que le Conseil a adopté la résolution 917 (XXXIV) à l'unanimité, il exprime l'espoir que la remise en discussion de problèmes qui semblaient réglés ne viendra pas compromettre le succès de la Conférence.

25. En ce qui concerne l'industrialisation et le rôle des Nations Unies, M. Bolt relève les arguments convaincants avancés dans l'Etude sur l'économie mondiale, 1961 (E/3624/Rev.1) à l'appui de la thèse selon laquelle l'augmentation du revenu par habitant ne peut être fondée que dans une mesure limitée sur le commerce des produits primaires, surtout lorsqu'un si grand nombre d'obstacles entravent les échanges de produits agricoles. La Nouvelle-Zélande porte depuis quelques années une attention croissante au problème du développement industriel, malgré l'obstacle que représentent ses ressources naturelles limitées et son marché intérieur réduit. Elle doit faire face à la nécessité d'établir d'urgence des industries productrices de biens d'équipement et de s'assurer des marchés d'exportation pour les produits manufacturés. C'est pourquoi la Nouvelle-Zélande appuie les efforts des Nations Unies dans le secteur industriel, se félicite de la nomination de M. Mayobre en tant que Commissaire des Nations Unies au développement industriel, et approuve la décision du Conseil d'établir un service consultatif d'experts dans le domaine industriel. Elle souhaite vivement que tous les Membres de l'Organisation des Nations Unies s'acquittent de leurs obligations financières afin de permettre à l'Organisation de jouer et d'accroître son rôle dans l'action en vue de favoriser l'industrialisation des pays en voie de développement.

26. M. WIRJOPRANOTO (Indonésie) estime que la raison d'être essentielle de la Commission est d'employer les rouages de l'ONU pour créer des conditions

permettant une expansion sensible et bien équilibrée de l'économie mondiale. A cette fin, il faut résoudre le problème du développement économique des pays en voie de développement, car la régularité du progrès économique de ces pays est indispensable à la prospérité mondiale. A une offre accrue de biens et de services dans les pays très développés doit correspondre une augmentation appropriée de la demande effective, et ce sont les nations en voie de développement qui assureront cette demande lorsque leur développement aura suffisamment progressé et qu'ils seront dotés du pouvoir d'achat nécessaire. Inversement, leur développement exige une expansion constante dans les pays très développés, où le plus léger recul économique a de graves répercussions pour les autres pays. En outre, la collectivité mondiale commence à prendre conscience de la menace à la paix et à la sécurité internationales que constitue l'écart sans cesse croissant entre les niveaux de vie des pays économiquement avancés et ceux des nations en voie de développement.

27. Si l'on reconnaît l'interdépendance fondamentale des nations développées et des nations en voie de développement, il reste que l'on n'en a pas tiré les conclusions voulues, surtout parce que les pays économiquement avancés répugnent à admettre que la structure de la société internationale subit des modifications très profondes. Il n'est plus possible à quelques pays industrialisés de dominer la vie politique et économique internationale. L'apparition de nouvelles nations qui demandent une vie meilleure ne peut être ignorée et exige que l'on aborde sous un angle nouveau la coopération économique internationale, en se fondant sur la liberté, l'égalité et la justice sociales.

28. S'il est vrai que l'action de l'ONU n'a pas répondu à tout ce que les nations en voie de développement en attendaient, l'Organisation a toutefois accompli une œuvre très utile. Elle a rectifié certaines idées tout à fait fausses touchant la nature de l'assistance en matière de développement. Premièrement, l'aide n'est plus considérée comme un acte de "charité", mais comme un investissement judicieux, et l'on reconnaît que les contributions des pays en voie de développement sont aussi indispensables à l'expansion économique que les capitaux et l'assistance technique fournis par les nations économiquement avancées. Deuxièmement, alors que l'on considérerait le commerce extérieur comme une arme tactique à utiliser dans la guerre froide, on commence à comprendre que le développement constitue une fin en soi. Troisièmement, on commence aussi à se faire une idée beaucoup plus juste des problèmes fondamentaux du développement.

29. La conscience croissante de la nécessité d'une action plus efficace par une conception plus globale du développement s'est traduite par la proclamation de la Décennie des Nations Unies pour le développement. Selon le représentant de l'Indonésie, l'importance de cette proclamation tient au fait qu'elle marque l'acceptation du principe de la planification économique sur le plan international. Les buts de la Décennie sont très modestes par rapport à ce qu'exigerait une croissance économique auto-entretenu, mais on peut les atteindre, à condition que certaines conditions fondamentales soient remplies et que les nations économiquement avancées soient disposées à jouer vraiment le rôle d'associés.

30. En lançant la Décennie, les Nations Unies ont engagé des ressources plus grandes en vue d'améliorer

rer la situation dans les pays en voie de développement, mais le souci croissant que ces pays éprouvent du fait de leur situation décourageante les a incités à intensifier leurs propres efforts communs pour faire face à la lourde responsabilité qui leur incombe. Ces pays se sont donc réunis au Caire en juin 1962, pour coordonner leurs efforts. La Déclaration du Caire des pays en voie de développement (A/5162) montre que ces pays ont accepté la responsabilité essentielle de leur propre développement. En définissant leur conception commune des problèmes du développement économique, la Déclaration a constitué un complément indispensable du programme de la Décennie.

31. La Déclaration du Caire, aussi bien que la résolution 1710 (XVI) de l'Assemblée générale relative à la Décennie, souligne qu'une planification nationale systématique est indispensable à la croissance économique. Dans le cas des nouvelles nations, la planification économique devrait faire partie d'un plan social d'ensemble compatible avec les caractéristiques nationales de chaque pays. Il faut se défaire des structures artificielles et étrangères imposées par l'ancienne domination coloniale. L'Indonésie est en train de mettre au point des institutions et une structure sociale nouvelles, plus conformes à son propre mode d'existence. L'application d'un programme général de développement, portant sur huit ans, a déjà été entreprise. Deux des buts de l'Indonésie, la sûreté intérieure et le retour de l'Irian occidental, ont déjà été atteints et le pays se concentre maintenant sur le troisième objectif: un niveau de vie plus élevé. On espère, grâce à la réforme agraire et à l'aide fournie aux exploitants agricoles, augmenter la production alimentaire et libérer ainsi des devises pour d'autres besoins du développement. L'analphabétisme ne constitue plus un problème, étant donné qu'il aura été complètement éliminé en 1964.

32. Une des difficultés que rencontre l'ensemble des nations en voie de développement et qui tient à des facteurs échappant en partie à leur contrôle concerne le commerce. Malheureusement, la répugnance des pays économiquement avancés à abandonner leur position privilégiée dans le commerce mondial contrarie le progrès économique des nations en voie de développement et, par conséquent, du monde entier. Le commerce international est donc une vraie pierre de touche de la coopération internationale. La diminution constante de la part des pays en voie de développement dans le commerce mondial et la détérioration de leurs termes de l'échange apparaissent dans les chiffres relatifs au commerce de l'Indonésie: par exemple, le prix du caoutchouc, dont la vente représentait environ 35 p. 100 des recettes totales de ce pays, a fortement baissé et les recettes provenant des exportations de caoutchouc ont été inférieures de 23 p. 100 en 1961 à ce qu'elles avaient été en 1960. Cet état de choses se trouve aggravé par l'épuisement accéléré des stocks de caoutchouc et la perspective d'une production fortement accrue de produits synthétiques. Assurément, quand les intérêts de certains pays en voie de développement dépendent à pareil point de ces facteurs, on pourrait aboutir à un accord dans l'intérêt de tous, qui permettrait auxdits pays de continuer à occuper leur place sur le marché grâce à des prix raisonnables. Sinon, les répercussions sur leur économie seront désastreuses.

33. En dressant des barrières protectionnistes, les nations industrialisées causent de nouvelles difficultés

aux pays en voie de développement et il n'y a guère de raison de penser que le mouvement récent en faveur d'une libération des échanges entre les pays industrialisés comporte un plan quelconque visant à résoudre les difficultés qui en découleront pour les pays tiers. En outre, l'octroi d'un traitement favorisé pour les produits primaires des anciens territoires coloniaux ne constitue pas une solution satisfaisante et, en maintenant les liens économiques de ces territoires avec les anciennes puissances coloniales, contrarie le développement d'autres nations nouvelles.

34. Le Trade Expansion Act of 1962 des Etats-Unis ouvre la voie à des échanges beaucoup plus faciles entre ce pays et la Communauté économique européenne. Il prévoit aussi des dispositions plus souples touchant les importations des pays en voie de développement, mais seulement ou surtout lorsque ces importations ne font pas concurrence à la production nationale. Le résultat net sera donc une expansion plus rapide du commerce entre les nations industrialisées qu'avec les pays en voie de développement. Les nations industrialisées montrent une tendance croissante à se tenir à l'écart d'organisations à base très large comme l'ONU et à régler les problèmes économiques mondiaux au moyen des rouages de la "Communauté atlantique".

35. On ne peut plus ignorer le fait que les nations développées sont en train de modifier radicalement leur politique économique, d'une façon qui influe sur les pays tiers. L'intégration devrait s'accompagner de la mise au point de relations constructives avec les pays tiers, si l'on ne veut pas que la division actuelle du monde en blocs politiques aille s'accroissant. Il faudra résoudre les problèmes fondamentaux du commerce international si l'on souhaite que les nations en voie de développement aillent de l'avant, mais la solution ne pourra venir que de l'ensemble de la collectivité internationale. L'Indonésie place donc de grands espoirs dans la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement.

36. L'objet essentiel de la Conférence devrait être d'assurer une expansion rapide des recettes d'exportation des nations en voie de développement, et l'élimination des obstacles à leur commerce devrait avoir priorité absolue. La Conférence devrait arrêter des programmes par lesquels les pays développés, en commun ou individuellement, fixeraient des objectifs pour la disparition progressive de ces obstacles, concomitante avec la libération des échanges qui intervient entre eux. Elle devrait aussi s'occuper des problèmes à court terme et à long terme des marchés des produits primaires et recommander des mesures pour appliquer un régime de compensation financière sur le plan international. Enfin, elle devrait examiner la nécessité de créer un organisme international efficace où l'on pourrait traiter constamment des problèmes commerciaux des nations en voie de développement. Il est indispensable d'examiner à nouveau le rôle que le GATT peut jouer pour améliorer la position commerciale de ces pays. La Conférence constituerait une occasion unique de revoir la structure actuelle des échanges internationaux de façon à accroître substantiellement la part des nations en voie de développement dans la richesse sans cesse croissante du monde. L'Assemblée générale devrait donner au Comité préparatoire des directives précises.

37. Dans leurs efforts pour atteindre un rythme de développement satisfaisant, les nations en voie de

développement éprouvent aussi des difficultés à se procurer l'aide extérieure dont elles ont besoin. Là encore, la collectivité internationale est directement en cause. La réponse de certaines nations avancées aux demandes d'aide financière, sans être négligeable, a été insuffisante et n'a guère modifié la situation des pays en voie de développement. En donnant suite comme il convient à la résolution 1710 (XVI) de l'Assemblée générale, on réaliserait d'importants progrès sur la voie d'une croissance économique auto-entretenu. Etant donné que les pays économiquement avancés sont dotés des moyens nécessaires, on peut se demander si leur hésitation est due au fait qu'ils sont incapables d'admettre que le développement constitue un investissement judicieux pour la prospérité mondiale. Ces pays obéissent-ils encore, dans une certaine mesure, à la croyance erronée que l'assistance en vue du développement peut être une arme tactique utile dans la guerre froide? Ou sont-ils incapables de reconnaître l'évolution du monde?

38. Jusqu'ici, la plupart des capitaux reçus par les pays en voie de développement sont venus de sources publiques et privées, au moyen d'arrangements bilatéraux. Le nombre des organismes internationaux d'investissement va croissant, mais ces organismes sont encore régis par la notion démodée d'une attribution discriminatoire du nombre des voix et, dans une certaine mesure, soumis à l'influence politique. S'il est vrai que l'ONU, avec le Fonds spécial, a abordé le domaine capital du préinvestissement, l'Organisation ne dispose d'aucun organisme pour poursuivre l'importante tâche ainsi entreprise. L'ONU méconnaîtrait entièrement les principes de la Charte si elle laissait le soin des investissements effectifs à autrui et s'abstenait elle-même d'agir. Le représentant de l'Indonésie veut croire que les nations économiquement avancées reconsidéreront leur opposition au projet d'un fonds d'équipement des Nations Unies. Ce faisant, elles agiraient conformément à l'esprit et aux buts de la Décennie pour le développement.

39. Cependant le besoin d'une assistance extérieure est si grand qu'il est aussi loisible à d'autres organisations et aux gouvernements de fournir leurs concours sur une base bilatérale ou multilatérale. L'investissement étranger privé peut aussi contribuer positivement au développement, à condition qu'il soit régi par l'esprit d'association et de coopération, car les nouvelles nations ne se prêtent plus à une exploitation en vue d'un gain personnel. Il faut de nouvelles méthodes pour déterminer les rapports entre l'investisseur étranger et le pays en voie de développement, et la formule "participation à la production" adoptée par l'Indonésie exprime une relation entre associés qui est plus conforme à la position des nations en voie de développement en tant qu'Etats souverains et indépendants. Il reste que chaque nation en voie de développement devra mettre au point une formule correspondant à sa situation et à ses besoins particuliers.

40. Le principe de l'association entre les pays économiquement développés et les pays en voie de développement pour résoudre les problèmes du développement a été universellement accepté, mais il ne s'est pas encore traduit dans les faits. L'association implique un partage des frais aussi bien que des bénéfices éventuels. Et, si l'on n'assure pas aux peuples des pays en voie de développement une part équitable des richesses mondiales, les répercussions politiques

seront immenses. Ces pays ont accepté la discipline, le sacrifice et la mobilisation intégrale des ressources nationales comme le prix qu'ils sont disposés à payer pour le développement et la prospérité. Les pays économiquement avancés ne pourraient-ils se permettre une politique commerciale plus libérale et fournir plus de capitaux de développement? Le représentant de l'Indonésie pense qu'ils pourraient le faire sans que cela entraîne pour eux trop de difficultés.

41. Les modifications qui interviennent dans le monde conduisent déjà, inévitablement, à un système de commerce international et de relations économiques régi par la liberté, l'égalité et la justice sociale. Les nations économiquement avancées peuvent retarder l'instauration de ce système, mais ne peuvent pas l'empêcher. Une fois que ces pays en auront accepté le caractère inévitable, ils devront revoir leur conception des relations économiques internationales. Ce n'est qu'à ce moment-là que l'on pourra construire un monde juste et prospère grâce à une action multilatérale réellement efficace.

42. M. TENNEKOON (Ceylan) est certain que les Membres de l'ONU ne négligeront rien pour atteindre les objectifs modestes énoncés dans la résolution 1710 (XVI) de l'Assemblée générale. Le rapport du Secrétaire général sur les mesures proposées (E/3613) et le rapport du Conseil économique et social (A/5203) renferment des propositions utiles. La nécessité du développement industriel comme facteur essentiel de la diversification économique et du développement économique général a été dûment soulignée, et la délégation ceylanaise, elle aussi, est d'avis qu'il s'impose d'urgence d'aider dans ce domaine les pays en voie de développement.

43. La deuxième année de la présente décennie est sur le point de prendre fin, mais on ne s'est guère rapproché encore de l'accomplissement des fins de la Décennie des Nations Unies pour le développement. Les pays développés accroissent leur taux d'expansion économique, mais les pays en voie de développement ne progresseront pas autant si on ne les aide pas à triompher de leurs difficultés, notamment en ce qui concerne le commerce, la pénurie de devises et le besoin de capitaux et d'assistance technique. Si l'on ne prend pas prochainement les mesures voulues, l'écart très net entre les niveaux de vie des pays riches et des pays pauvres deviendra un abîme.

44. La préoccupation que les pays en voie de développement éprouvent à cet égard apparaît dans la Déclaration du Caire, contre laquelle, de l'avis de M. Tennekoon, aucun Membre de l'ONU ne peut élever d'objection. Les pays participants ont jugé très décevant le fait que les grands pays industriels n'avaient pas appuyé la création dans un proche avenir d'un fonds d'équipement des Nations Unies. La délégation ceylanaise rejette l'argument selon lequel il existerait déjà des institutions internationales de crédit suffisantes. On reconnaît qu'il faut travailler aujourd'hui avec les instruments dont on dispose, mais, manifestement, il faut d'autres instruments de développement, et c'est le devoir des Nations Unies de les fournir. Un instrument d'importance fondamentale pour les pays en voie de développement est le fonds d'équipement pour le développement. Les programmes d'assistance technique des Nations Unies et le Fonds spécial ont apporté une contribution utile, mais ce qu'il faut maintenant, ce sont des capitaux d'investissement. La Banque mondiale, la Société financière internationale et l'Association internationale de déve-

loppement servent une fin utile, mais les critères bancaires qu'elles doivent appliquer sont tels que tous les pays en voie de développement et ayant besoin de capitaux ne peuvent pas se conformer à leurs conditions. La délégation ceylanaise espère que les grandes puissances consentiront à fournir une faible fraction de leur richesse nationale pour constituer un fonds d'équipement.

45. Etant donné qu'au cours des 10 dernières années la tendance des termes de l'échange a été contraire aux pays en voie de développement, la délégation ceylanaise accueille avec satisfaction la proposition de tenir une Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement. Elle est d'avis que la Conférence se réunisse à une date prochaine, mais elle reconnaît qu'il faut la préparer de façon satisfaisante. Des arrangements appropriés s'imposent pour annuler les conséquences fâcheuses de la tendance à la baisse des prix des produits d'exportation, et il faut aussi mettre au point, sous une forme ou sous une autre, et sans retard, un accord garantissant aux pays en voie de développement un prix juste et équitable pour leurs exportations. Il faudrait rechercher une forme de stabilisation des prix et les pays développés devraient adopter une politique commerciale fixant des chiffres adéquats pour les importations des produits primaires et des produits industriels des pays en voie de développement, à des prix raisonnablement stables.

46. Le projet de création d'un fonds d'assurance pour le développement doit être examiné d'urgence, conformément à la résolution 915 (XXXIV) du Conseil économique et social. Il faut envisager la possibilité d'arriver à un accord grâce auquel les pays exportateurs de produits primaires verseraient une contribution à un fonds d'assurance sur la base soit de leurs recettes totales d'exportation, soit des prix courants moyens pendant un certain laps de temps, tandis que les pays importateurs de produits primaires devraient eux aussi apporter des contributions sur une base comparable.

47. Ceylan craint que la tendance actuelle à l'intégration et à la formation de groupes économiques n'entraîne quelque danger pour les pays en voie de développement si l'on ne prend pas les mesures voulues pour sauvegarder leurs intérêts. A cet égard, la délégation ceylanaise pense que l'ONU devrait examiner de près les idées énoncées dans la Déclaration du Caire (A/5162). Cette déclaration indique, dans leurs grandes lignes, ce que devraient être des relations économiques internationales compatibles avec l'évolution politique actuelle.

48. M. NYLANDER (Ghana) espère que le nombre croissant des questions inscrites à l'ordre du jour de la Commission reflète, de la part des Etats membres, un souci plus grand de s'attaquer dans un esprit international aux besoins de l'humanité qu'il faut satisfaire.

49. La division du monde entre "pays nantis" et "pays dans le dénuement" constitue un danger croissant dans le monde et l'on n'a pas encore pris de mesures appropriées pour l'éliminer. La Décennie des Nations Unies pour le développement et le Programme alimentaire mondial sont utiles, mais ne suffisent pas. L'écart grandissant entre les niveaux de vie des pays industrialisés et des pays sous-développés cause à ces derniers une vive préoc-

cupation, comme le montre la Déclaration récemment adoptée à la Conférence du Caire. Ladite Conférence a exprimé la crainte que les groupes économiques régionaux de pays industrialisés n'aient des conséquences fâcheuses pour les intérêts des pays en voie de développement si ces associations sont conçues et fonctionnent d'une manière restrictive ou discriminatoire.

50. Le Ghana sait les graves dommages que subirait son économie si le Marché commun européen fonctionnait comme il menace de le faire. De même que les autres pays du Commonwealth se trouvant en Afrique occidentale, le Ghana souffrirait gravement des tarifs extérieurs de la Communauté économique européenne, étant donné surtout que le prix mondial du cacao, pilier de l'économie ghanéenne, va baissant régulièrement.

51. Certains ont insisté auprès du Ghana pour qu'il fasse partie du Marché commun européen afin d'éviter une perte énorme, mais on lui a signalé aussi que les termes de l'échange entre les pays industrialisés et les producteurs primaires avaient évolué au détriment de ces derniers et en faveur des premiers. En outre, on a, à maintes reprises, souligné le danger des économies de monoculture. Le Ghana est donc surpris qu'on le presse de faire partie d'une association qui cherche manifestement à perpétuer la cause de son retard économique. Jusqu'ici, il s'est abstenu d'utiliser aucun argument politique en déclarant qu'il ne veut pas faire partie du Marché commun, mais il faut reconnaître que l'une des pires caractéristiques du colonialisme est de réduire les colonies à la condition de manœuvres. Le succès économique des Etats-Unis, en particulier depuis 1812, est la preuve que les objections du Ghana et des autres nations en voie de développement aux pratiques restrictives de la Communauté économique européenne ne sont pas dépourvues de motifs. On pourrait fort bien se demander si le Marché commun n'a pas été conçu pour entraîner l'Afrique dans la guerre froide, si stérile, les pays de ce continent ayant refusé de s'aligner politiquement sur les pays membres de l'Organisation du Traité de l'Atlantique nord comme sur ceux du Pacte de Varsovie.

52. Le Ghana accueille avec satisfaction l'idée d'une conférence commerciale mondiale, sans penser pour autant qu'une réunion de cette nature résoudrait tous ses problèmes économiques. La Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, qui, à son avis, devrait être convoquée en 1962, devrait être minutieusement préparée et il faudrait empêcher qu'elle ne se transforme en une tribune de propagande. De l'avis de la délégation ghanéenne, le nombre des membres du Comité préparatoire devrait être porté à 30.

53. Si le but du progrès économique est le même pour tous les pays, les méthodes de ces derniers ne sont pas nécessairement les mêmes. Le Ghana, comme le Sénégal, a choisi le socialisme africain, qu'il croit convenir à ses conditions propres.

54. Les ressources que l'on dépense pour une course aux armements absolument stérile contrarient gravement les efforts de développement du Ghana, qui regrette aussi que l'on n'ait pas créé un fonds d'équipement des Nations Unies.

La séance est levée à 18 h 15.